
SOUS LA DIRECTION DE
Jean-Christian Tulet et Jacques Gilard

La fleur du café

Caféiculteurs de l'Amérique hispanophone



KARTHALA

SOUS LA DIRECTION DE
Jean-Christian Tulet et Jacques Gilard

La fleur du café

Caféiculteurs de l'Amérique hispanophone

**Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 PARIS**

Table des matières

La fleur du café. Caféculteurs de l'Amérique hispanophone (J. Gilard & J.-C Tulet)	7
---	---

I - CAMPAGNES DU CAFÉ

Mario SAMPER Mobilisation des moyens et rapports de pouvoir : l'expansion caféière en Amérique centrale	19
---	----

Lucelly TORRES VILLEGAS & León RESTREPO MEJÍA Architecture et pouvoir dans la zone du café en Colombie	33
---	----

Charles-Édouard de SUREMAIN Une culture contre nature : l'épisode de la cardamome dans les plantations caféières guatémaltèques	49
---	----

Jean-Christian TULET Tradition et modernité dans la culture du café biologique chez les producteurs latino-américains	67
---	----

Yanga VILLAGÓMEZ VELÁZQUEZ L'Union des Communautés Indigènes de la Région de l'Isthme (UCIRI) et le café biologique : une réponse paysanne à la privatisation dans l'agriculture ?	85
---	----

Rita GIACALONE Changements dans la commercialisation du café des Andes Vénézuéliennes : l'opinion des moyens et petits producteurs	97
--	----

II - GENS DU CAFÉ

Pascale de ROBERT

Le café dans la forêt : chroniques d'un village de pionniers 113

Maria POUMIER

Un secret de famille fort de café, ou les limites de l'endogamie 137

Carine CRAIPEAU

Doña Bella et sa maisonnée. Chronique d'une famille paysanne Tucurrique (Province de Cartago, Canton Jiménez) au Costa Rica, une journée en période de récolte du café (fin août 1992) 151

Esther KATZ

Fleurs de café, luttes de pouvoir : évolution de la caféiculture en pays mixtèque (Mexique) 165

Annamária LAMMEL

Développement de la classification et du raisonnement chez les Indiens totonaques. L'exemple du café 191

III - IMAGES DU CAFÉ

Michèle GUICHARNAUD-TOLLIS

Témoignages sur la caféière, le marronnage et les révoltes d'esclaves à Cuba (partie occidentale de la Vueltabajo). Du mythe à la réalité 215

Robert VAZQUEZ

Café et identité nationale : Cuba au XIX^e siècle 235

Claire PAILLER

Le « roman du café » au Guatemala : nostalgie et microcosme dans la Tragedia del trópico de Flavio Herrera 261

Jacqueline COVO

Café et servitude au Mexique 283

Jacques GILARD

Le café : un inconnu dans le roman colombien ? 301

L'Union des Communautés Indigènes de la Région de l'Isthme (UCIRI) et le café biologique : une réponse paysanne à la privatisation dans l'agriculture?

Yanga VILLAGÓMEZ VELÁZQUEZ*

Introduction

La crise que traverse la campagne mexicaine ne découle pas des récents réaménagements induits par la globalisation, qui ont obligé les États à moderniser leur économie. La situation actuelle ne découle pas non plus de la signature du Traité de Libre Commerce avec le Canada et les États-Unis ni de l'ouverture des secteurs stratégiques, dont l'agriculture, aux investissements étrangers. Cette crise, qui affecte avec une acuité croissante l'avenir du monde paysan et de son économie, provient de « celle que le pays traîne depuis le milieu des années soixante, ainsi que (...) de l'anti-agrarisme croissant, toujours plus éhonté, des gouvernements qui ont succédé au régime cardeniste »¹.

C'est en ce sens que le retrait progressif de l'État de secteurs économiques importants (vente d'environ 900 entreprises publiques) a aussi des effets dans le secteur social de la production agricole. Le rôle joué jusqu'alors par l'État, « de par la présence de nombreuses institutions gouvernementales dans les activités de production, de commercialisation et de consommation, ainsi que le contrôle corporatif par lui exercé sur la paysannerie — fondement de son

* Instituto de Investigaciones Sociológicas, Universidad Autónoma Benito Juárez, Oaxaca

1 Emilio García, « Estrategia modernizante y perfil del movimiento campesino contemporáneo », *Revista Mexicana de Sociología*, Mexico, IISUNAM, LVI, n° 2, avril-juin 1994, p. 59.

caractère antidémocratique »² — change de nature : désormais il consiste à démanteler les organismes qui intervenaient dans les divers secteurs de production agricole, par le biais d'appuis financiers, selon les niveaux de vie et la situation des producteurs confrontés aux nouvelles conditions de privatisation dans les campagnes.

Tel est le cas du secteur caféier lorsque, devant la chute des prix internationaux du café, l'État décide en 1989 de supprimer l'Instituto Mexicano del Café (INMECAFÉ). Dès lors, l'État met fin à sa participation dans les activités de commercialisation, de stockage et de financement de projets. D'où le choix des producteurs dans d'importantes zones caféières : consacrer leurs terres à d'autres cultures, faute du soutien nécessaire. Ce n'est qu'avec la création du Programa Nacional de Solidaridad (PRONASOL) que l'État envisage à nouveau la possibilité d'aider ces producteurs.

Ces mesures ont intensifié et accéléré la participation de quelques organismes indépendants qui collaboraient depuis la fin des années soixante-dix avec les groupements de caféiculteurs dans les états (Oaxaca, Veracruz, Chiapas, Guerrero) où la production caféière est importante. Cette participation englobait la direction, la coordination et l'autogestion de l'activité productive.

Ces organismes présentent de multiples facettes idéologiques. D'un côté, on trouvait des animateurs d'institutions étatiques, agissant dans le cadre de l'avancée agricole et selon une vocation démocratique, s'appuyant sur une vaste expérience dans la technique et la gestion de la production caféière. De l'autre convergeaient des prêtres partisans de la Théologie de la Libération et des étudiants issus de quelques mouvements de type urbain-populiste et syndical.

Cet article se propose d'étudier l'autogestion d'un projet à caractère communautaire visant, entre autres, à commercialiser le café biologique et à fournir en articles de première nécessité cinquante-deux communautés indigènes relevant en majorité des ethnies mixe, zapotèque et chontal. Ce projet a démarré en 1982 et se développe actuellement dans l'Isthme de Tehuantepec, dans la région dite Mixe haute, avec la collaboration d'un groupe de prêtres du diocèse de Santo Domingo Tehuantepec.

Bien que ce ne soit pas le lieu, nous ajouterons que ce contexte de l'intervention des groupes chrétiens dans la vie de la paysannerie pauvre présente une tendance à la reprise de certains créneaux dans les

2 Carlos Cortés Ruiz, « Las organizaciones no gubernamentales : un nuevo actor social », *Revista Mexicana de Sociología*, Mexico, IISUNAM, LVI, n° 2, avril-juin 1994, p. 151.

domaines de la production caféière et de la distribution de produits alimentaires, ce qui suscite des affrontements avec les secteurs dominants de la région, dont le pouvoir politique est écorné par l'irruption de ces projets communautaires.

Les nouvelles conditions politiques et sociales de la campagne mexicaine, engendrées par les événements de janvier 1994 au Chiapas, provoquent un repli de la société paysanne dans la région de la Mixe haute, par suite du harcèlement de l'armée ; celle-ci, prenant prétexte de l'action des prêtres dans les villages indigènes, a mis en place un bouclage qui empêche d'accéder aux communautés engagées dans le projet de production de café biologique impulsé par l'UCIRI (Unión de Comunidades Indígenas de la Región Istmo). Le fait est d'importance si l'on considère le rôle moteur que joue l'église catholique dans le pays, surtout dans les zones indigènes, quand elle combine sa vocation spirituelle à une action politique. En ce sens, l'action communautaire de base des prêtres qui prêchent à leurs paroissiens la Théologie de la Libération et visent à préserver la vie culturelle, sociale et économique des ethnies les plus marginalisées de l'état d'Oaxaca, est capitale.

En effet, depuis longtemps (Medellín, 1968), il était évident que les zones indigènes étaient restées à l'écart de l'église et que des groupes évangélistes non catholiques s'y étaient implantés. Les groupes paysans chrétiens avaient donc commencé à proliférer dans les milieux indigènes depuis le début des années 70 et l'Isthme de Tehuantepec figure parmi ces cas.

Café et marginalité

Les indices utilisés par les spécialistes³ situent les états de Oaxaca, Chiapas, Guerrero, Hidalgo et Puebla parmi les plus pauvres du Mexique. Si on analyse les différents niveaux de marginalité établis pour classer les 570 municipes de l'état de Oaxaca, deux d'entre eux, qui concentrent les cinquante-deux communautés indigènes productrices de café biologique — Guerrea de Humboldt et Santa María

3 Nous ne mentionnerons ici que l'indice de Développement Humain, élaboré à partir de trois indicateurs : espérance de vie, éducation et revenu par tête ; un autre est le PIB ; l'indice établi par COPLAMAR en 1985 ; celui de la Comisión Nacional de Salarios Mínimos ; enfin, celui du Consejo Nacional de Población, publié en 1994.

Guienagati — présentent le plus fort indice de marginalité⁴. En outre, pour mesurer la situation économique des caféiculteurs et de leurs communautés, il faut se rappeler que la plupart des producteurs de café du Mexique — environ 180 000 personnes — dépendent de PRONASOL en raison des conditions d'extrême pauvreté dans lesquelles ils vivent.

Cette situation de marginalité signifie que, dans ces communautés indigènes, une constante est la difficulté de trouver les moyens d'améliorer le niveau de vie, du fait qu'elles vivent en des lieux d'accès difficile et aussi par manque d'une économie permettant un minimum de capitalisation, nécessaire pour acquérir des biens de consommation alimentaire. Pour ne mentionner qu'un aspect lié à l'obtention de ces biens indispensables, il faut parler des produits de première nécessité : maïs, farine de maïs, haricots, sucre, huile. Ces produits font partie du panier de base utilisé comme paramètre dans les cercles officiels et au niveau international pour déterminer le seuil de pauvreté au-dessous duquel un être humain ou une communauté ne pourrait survivre.

La mise en oeuvre d'un projet comme celui qui concerne le café biologique s'est non seulement maintenue et développée devant la nécessité de poursuivre la production et de trouver des débouchés nationaux et étrangers, mais elle tend aussi à englober d'autres espaces de la vie sociale et économique aussi importants que le sont, pour la survivance du monde indigène et paysan, l'obtention de produits alimentaires fondamentaux dans le maintien de niveaux de santé et de bien-être des populations de cette zone.

Nous mettrons maintenant l'accent sur ce lien entre le sauvetage de l'activité caféière, capitale dans cette partie de l'état, et l'approvisionnement par le biais d'un réseau de distribution efficace, apte à fournir jusqu'à la communauté la plus isolée de la Mixe haute.

Démantèlement : un pas préalable à l'autogestion

Le démantèlement d'INMECAFÉ a été un moment décisif dans la vie de l'UCIRI, car le fait mettait à l'épreuve l'aptitude des dirigeants à

4 Les niveaux sont les suivants : bas, moyen, haut, très haut. Ils se fondent sur dix indicateurs socio-économiques : proportion de population alphabétisée, sans études primaires complètes, nombre des occupants d'habitations sans évacuation ni w.c., sans électricité ni eau courante, proportion d'habitations suroccupées, nombres d'occupants d'habitations au sol de terre battue, pourcentage de population vivant dans des agglomérations de moins de 5000 habitants, et pourcentage de la population active gagnant moins de deux salaires minimum.

coordonner les tâches de récolte, de réception, de traitement et de commercialisation. En effet, INMECAFÉ avait été jusque là chargé de traiter tout ce qui était gestion des recettes et des dépenses, achat de matériel, octroi de subventions, réception, transport et commercialisation du café, sans que les producteurs aient accès au contrôle de chaque étape du processus. A quoi il convient d'ajouter une situation déficitaire, puisque la structure même du marché régional faisait que l'on versait au producteur des prix très bas, lesquels dépendaient de la volonté des accapareurs, intermédiaires ou « coyotes ». Mais les producteurs ont refusé d'abandonner la culture, au contraire de ce qui s'est passé dans d'autres régions du Mexique, où les caféiculteurs, frappés de plein fouet par la chute des prix, ont décidé d'arracher leurs arbustes et de se consacrer à des productions plus rentables.

Parallèlement, les responsables du Conseil d'Administration de l'UCIRI ont eu recours à l'Asociación Regional de Interés Colectivo (ARIC), sise à Misantla, Veracruz, pour obtenir une expertise destinée à renforcer les points faibles de l'organisation : il s'agissait d'atteindre à l'efficience dans l'administration et la production, comme premier pas vers l'autogestion.

Par la suite, une fois assurée la première récolte, il a fallu effectuer les démarches permettant de placer le produit sur le marché international, ce pour quoi il était indispensable de se faire reconnaître par le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques, ainsi que par les banques qui octroyaient les crédits et enfin par les services de douane.

Un des premiers marchés trouvés à l'étranger a été la Hollande, par l'intermédiaire d'une organisation non gouvernementale qui achetait la récolte — et continue à l'acheter aujourd'hui — sous trois conditions. D'abord, le café devait être biologique dans sa totalité, autrement dit n'avoir été traité avec aucun engrais ou insecticide chimique et n'avoir reçu que des intrants organiques : des conseils techniques étaient fournis. Ensuite, le séchage du café devait être effectué sur du ciment et non sur la terre nue, car celle-ci imprègne le grain et en détériore le goût. Enfin, les quantités fournies devaient être conformes à celles que stipulait le contrat⁵.

5 Pour la seule année 1994, l'UCIRI a reçu 3 millions de nouveaux pesos pour la vente de 1100 tonnes de café biologique, 29 de café naturel, 10 de café « oreado », 45 de café noir et 71 de café « capulín ». Source : *Informe anual de la UCIRI*, Coordinación de Producción, janvier 1995.

C'est ainsi que cette modalité de la culture de café organique a fait son apparition dans trois communautés : Guevea de Humboldt, Santa María Guienagati et Santiago Lachiguiri, que d'autres ont rejointes plus tard, jusqu'à la formation d'un projet communautaire et autogestionnaire qui implique cinquante-deux communautés. Cette union de producteurs dispose actuellement d'une autorisation d'exporter, ce qui lui permet de subsister en tant qu'organisation.

Ce type de production répond à une double finalité. Il fallait d'abord être à la hauteur d'un projet visant à tirer parti des ressources naturelles (l'engrais utilisé provient de la pulpe de la « cerise ») et à respecter entièrement l'écologie. Et il fallait réduire à l'extrême les coûts de production pour en finir avec l'endettement provoqué par l'achat d'engrais chimiques.

Était également mis en marche un programme de formation des paysans, qui concernait les jeunes gens de la communauté. L'intention était double. Il s'agissait d'assurer la permanence du projet en comptant sur des gens spécialisés dans la production de café organique. Et on cherchait à aider cette population jeune en lui permettant de rester sur place et de ne renoncer ni à l'appartenance communautaire ni à l'activité agricole.

C'est ainsi qu'avec l'appui d'agronomes européens, payés par l'organisme qui achète la récolte de café biologique, se développe un plan de formation de cadres locaux aptes à gérer les problèmes liés à la production.

Projet caféier et approvisionnement

Associé à l'aspect de la formation technique, a débuté le programme relatif à l'approvisionnement des communautés concernées en produits de première nécessité. Élément vital de l'alimentation quotidienne du paysan indien, le maïs joue un rôle important. Il convient donc de voir comment s'effectue dans la réalité cet approvisionnement, d'observer la façon dont jouent les stratégies ébauchées et de comprendre les mécanismes de reproduction des économies paysannes régionales.

Pour avoir une idée précise du fonctionnement de l'UCIRI, il importe de signaler que sa principale structure est l'Assemblée Générale des Délégués, d'où émergent un Conseil d'Administration et un Conseil de Surveillance ; l'Administration Centrale et la Gérance Générale en sont l'émanation, ainsi que des deux coordinations chargées de mettre en oeuvre les deux grands projets de l'Union : la

Coordination de Production (réception et traitement du café biologique jusqu'à sa distribution aux clients) et la Coordination d'Action Sociale (à qui revient la charge du Programme d'Approvisionnement et de Formation).

Il importe de souligner que le Programme d'Approvisionnement se réalise en parallèle avec le projet impulsé par CONASUPO, organisme d'État chargé de subventionner quelques produits du panier de base chez les paysans. Ce projet, qui relève de l'État, est mis en pratique par les Conseils Communautaires d'Approvisionnement, créés pour contrecarrer l'action des intermédiaires qui font monter les prix des produits essentiels. L'idée est que CONASUPO doit remplacer ces intermédiaires dans le circuit commercial et mettre à la disposition des communautés rurales — surtout des plus isolées, des plus marginalisées et des plus pauvres — des vivres à des prix qui soient à la portée des bourses familiales paysannes.

Les Conseils Communautaires d'Approvisionnement fonctionnent assez bien et remplissent, non sans quelques ratés, les tâches qui leur ont été confiées. Mais il y est aussi question de contrôle des ressources et des canaux de distribution, comme dans tout organisme visant à entraîner la participation communautaire, et la lutte pour ce contrôle a donc fait de ces magasins le champ d'affrontements d'organisations partisans, telles que la Liga de Comunidades Agrarias, affiliée à la Confederación Nacional Campesina (émanation paysanne du parti officiel), et la COCEI, organisation politique d'opposition, qui contrôle plusieurs municipales et dont la zone d'influence se trouve justement être l'Isthme de Tehuantepec.

Comme cette concurrence politique interfère dans l'action visant à en finir avec la rareté⁶ de certains produits alimentaires pour les communautés montagnardes de cette partie de l'Isthme, le Conseil d'Administration de l'UCIRI a compris qu'il valait mieux créer un programme parallèle, à l'abri de ce type de conflit. On remarquera que les Conseils Communautaires d'Approvisionnement de CONASUPO étaient autrefois très participatifs et que leur insertion dans la

6 Au niveau régional il existe un déficit annuel de 9000 tonnes de maïs, la moyenne de distribution étant de 80 tonnes par mois. Ce déficit doit être couvert par des achats effectués dans d'autres états, comme ceux de Querétaro, Chiapas et Mexico. Ce fait ne serait pas grave si l'on n'obligeait des paysans d'autres municipales de l'Isthme de Tehuantepec à semer du maïs (c'est le cas du Programa de Cultivo de Maíz de Alta Productividad), pour ensuite envoyer leur production dans d'autres états. Le problème est donc double : on ne réduit pas le déficit local et le maïs produit sur place est exporté parce qu'il s'agit d'une espèce impropre à la consommation humaine.

structure corporative de la CNC a entraîné une subordination qui en fait la proie des intérêts politiques de leurs propres dirigeants. Comme organisation de producteurs caféiers, l'UCIRI a choisi de se tenir à distance de ces luttes politiques. Le problème de l'alimentation subsiste et l'UCIRI met donc en marche son Programme d'Approvisionnement et de Distribution (PAD), ce qui signifie implicitement une rupture avec les programmes parallèles créés par l'État. C'est ainsi que, pour la fourniture d'un produit aussi capital que peut l'être le maïs dans l'alimentation de la population paysanne, l'UCIRI doit entrer en contact avec les maïsiculteurs de la région, acheter le produit et le distribuer directement dans les zones de consommation.

Ce pourrait être un système pensé en fonction des intérêts du producteur de maïs, mais en réalité les compagnies d'État, comme DICONSA et CONASUPO, agissent autrement : elles préfèrent acheter de la farine de maïs plutôt que le produit en grain, auquel la paysannerie de la région est pourtant attachée. C'est dans de telles situations que l'on perçoit la différence entre des projets d'approvisionnement conçus dans des bureaux officiels et ceux qui tentent de fonctionner à partir de la base paysanne. De plus, un autre phénomène apparu dans la région est le processus de « farinisation » du marché du maïs, qui a suscité un rejet de la part des communautés, où l'on tient à ne pas changer de régime alimentaire. Enfin, en favorisant la distribution de farine par une seule entreprise (MASECA), CONASUPO a involontairement contribué à former des monopoles commerciaux au détriment des programmes alimentaires d'État et gêne la création de marchés locaux indépendants.

Autrement dit, on laisse le paysan producteur de maïs libre de placer son produit sur le marché de son choix, mais les communautés n'ont pas cette possibilité, et elles se trouvent obligées de consommer de la farine ou de l'utiliser comme complément du maïs en grain lorsqu'il y a rareté de celui-ci. Il faut ajouter que la logique commerciale part du présupposé que le maïs en grain impose une dépense supplémentaire pour sa cuisson et pour la préparation des galettes, tandis que la farine n'exige que l'eau et le sel nécessaires à leur confection.

La fourniture du maïs aux communautés signifie le transport d'environ quatre-vingts tonnes mensuelles. La demande croît de plus de cinquante pour cent au cours des mois de juin, juillet et août, saison des pluies et moment où les communautés sont isolées en raison du mauvais état des voies de communication, des chemins de terre en majorité ; on peut alors transporter jusqu'à 400 tonnes de maïs, 110 de farine et 50 de sucre.

L'UCIRI a mis en marche un système tendant à établir des échanges avec des organisations de producteurs du nord du pays, afin d'éviter des manques dans sa zone d'influence. La capitalisation réalisée dans ses 17 coopératives de consommation, ses 25 coopératives communautaires, ses 7 moulins et sa coopérative de production et distribution de haricots, se monte à 100 000 nouveaux pesos. Ce capital propre permet à l'Union d'acquérir de l'outillage et des intrants, ou de financer des projets de formation agricole destinés aux paysans. On peut ainsi mentionner l'achat de machines pour le traitement du café, une dépulpeuse, une trieuse, une machine à torrifier, une machine à griller, ce qui permet de traiter le produit depuis sa livraison par les paysans jusqu'à son conditionnement (dans le cas du café soluble) et sa mise en sacs pour la commercialisation. En principe, le dixième des bénéfices reçus par les communautés pour la vente du produit doit servir à soutenir le PAD, tandis que 5% reviennent à la communauté. Même en appliquant ce taux de 15% sur chaque produit, une grande partie des quatre-vingts produits distribués dans les magasins contrôlés par l'UCIRI se vend à des prix inférieurs à ceux que pratiquent CONASUPO et les commerces normaux.

Pour échapper aux circuits du commerce local, il convient d'abord d'assurer la continuité du PAD par une accumulation de ressources financières. Comme ce sont les caféiculteurs eux-mêmes qui se chargent de l'administration, de la surveillance et de l'organisation aussi bien pour le café que pour l'obtention des produits de première nécessité, ils sont perçus dans les communautés comme membres de celles-ci et non comme les représentants d'une bureaucratie extérieure — ce qui est le cas pour CONASUPO ou DICONSA. Ainsi sont évités les défauts repérés auparavant dans les Comités Communautaires d'Approvisionnement où il semble bien que manque une transparence sur les opérations menées, du fait que certains groupes partisans s'emparent des magasins et créent des intérêts de type personnel, tournant le dos au but initial : le service de la collectivité.

A long terme, le PAD vise à ce que les communautés disposent d'un bon approvisionnement, à ce que le service soit effectif, constant et peu coûteux, à ce qu'il contribue à améliorer les habitudes alimentaires et à éliminer, dans la mesure du possible, la consommation de produits sans valeur nutritive, voire nuisibles à la santé, tels que l'alcool et le tabac.

A court terme, il s'agit, comme le disent les membres de l'UCIRI, « de changer peu à peu pour en finir avec l'individualisme et renforcer l'esprit communautaire et la solidarité ; d'améliorer l'alimentation ; de doter les communautés d'outils permettant de développer la

production ; de mettre à leur disposition des articles variés pour permettre un développement intégral de l'être humain et de régulariser, dans la mesure du possible, les marchés locaux afin d'éviter que les commerçants augmentent trop leurs prix au point de les rendre inaccessibles au producteur paysan »⁷.

Les Ateliers de Travail Communautaire Organisé sont une autre initiative qui doit permettre de diversifier les activités des paysans, pour les faire sortir de la logique traditionnelle dans laquelle on les enferme (soit producteurs, soit consommateurs, mais jamais les deux choses à la fois). Ce type de travail communautaire cherche à faire du paysan un acteur au moyen de la création d'autres activités, tout aussi importantes pour la reproduction de la société paysanne. Tel est le sens de la participation de tous les producteurs aux différentes facettes de l'activité, production, commercialisation, distribution du café et approvisionnement collectif. Ainsi se retrouvent impliqués la communauté et les individus, qui interviennent dans des tâches essentielles et donnent de nouvelles dimensions au travail et à la vie du groupe.

Conclusion

L'expérience de l'UCIRI suscite donc une réflexion sur l'opportunité des créations d'activités permettant la reproduction de la société dans un pays comme le Mexique, où presque deux millions d'habitants dépendent de la caféiculture. Bien que l'État se soit retiré de l'organisation sociale et productive de secteurs importants de l'agriculture, non seulement l'économie régionale tournant autour de la production caféière n'a pas entièrement périclité, mais elle est entrée dans une phase de diversification imposée par la crise qui frappe de plus en plus durement le monde paysan.

Étant donné l'aggravation des conditions de vie que doivent affronter actuellement près de quarante millions de Mexicains, effet de la crise généralisée qui affecte l'économie nationale, il semble que des projets du genre de celui que nous avons décrit représentent les alternatives que la société paysanne est à même de mettre en oeuvre, à condition qu'elle ne renonce pas à son genre de vie. En même temps, les explosions sociales comme celle de janvier 1994 constituent une mise en garde à l'État pour qu'il corrige une situation qui dure depuis plusieurs décennies et réclame une solution urgente. Un des principaux

7 Interview de producteurs pendant le travail de terrain.

problèmes est justement celui de l'approvisionnement des communautés en produits de première nécessité, alors qu'elles restent éloignées des grandes agglomérations où réside cette administration publique qui les ignore. Enfin, tant que l'ensemble de l'activité économique nationale ne permettra pas d'entrevoir un projet rural doté d'une certaine continuité, la survivance des communautés dépendra de leurs propres aptitudes à établir des projets régionaux et autonomes, à l'écart de l'État artisan du développement. Alors, en termes sociaux, économiques et politiques, les espaces microrégionaux pourront devenir les laboratoires de solutions nouvelles pour le Mexique.